

## Manifestations au Chili

***Depuis le 18 octobre, le Chili fait face à des révoltes importantes. Débutés par la hausse du ticket de métro, les Chiliens ont ravivé une colère qui dure depuis des années. Hier encore ils étaient dans les rues, essayant de se faire entendre par le gouvernement.***

C'est la hausse du ticket de métro, le 18 octobre qui a déclenché la révolte chilienne. Mais après la suspension de cette mesure, le mouvement à continuer de s'amplifier. Car ce n'est pas l'unique raison, mais c'est plutôt l'effet déclencheur.

Le Chili est un pays qui est sorti progressivement de la pauvreté, qui a connu une forte croissance économique et qui est devenu un pays de classe moyenne mais qui possède une société inégalitaire. En plus d'une hausse du coût de la vie en général, les Chiliens contestent les inégalités du système éducatif. Selon une enquête de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), la qualité de vie de l'enfant dans une école est comparable à celle du Mexique, celle du Portugal pour les écoles publiques subventionnées et à celle de la Finlande pour les écoles privées. En 2006 et 2011, c'est une grande manifestation d'étudiants contre un système éducatif qui diffère entre le privé et le public qui avait fait trembler le gouvernement. La plupart des étudiants sont endettés, leur dette a été multipliée par trois en dix ans et 160 000 d'entre eux n'arrivent pas à la payer.

Il conteste également les pensions des retraités qui sont pour la plupart inférieures au salaire minimum (soit environ 370 euros). Un régime par capitalisation totalement individualisée pour les salariés est en vigueur pour les retraites. Les manifestants le revendiquent.

Il proteste aussi l'état du système de santé qui ne couvre que 60 % des frais médicaux, alors que les médicaments restent les plus chers dans la région. Chez 20% les plus pauvres, 13% estiment avoir « accès aux soins médicaux nécessaires ». Les manifestants se plaignent aussi que le gouvernement va baisser les impôts sur le revenu des plus riches. Pour rappel, 1% de la population concentre près du tiers des richesses et le président Sebastián Piñera en fait partie.

Début octobre les Chiliens ont eu une augmentation de l'électricité de 10,5 %. Alors que le Chili prône son avance au niveau de l'énergie solaire qui dépollue, les factures d'électricité des foyers ont augmenté de 19,7 % depuis le début de l'année 2019.

La moitié de la population active a un salaire mensuel de 400 000 pesos soit 500 euros alors que le prix du logement à Santiago a augmenté de 150 % en dix ans.

Bien qu'en France, en Allemagne, en Espagne ou en Suède les parlementaires gagnent cinq fois le salaire minimum, les parlementaires chiliens refusent d'aborder la question de leurs indemnités qui est équivalente à trente-trois fois le salaire minimum.

*« Les inégalités de revenus au Chili sont supérieures de plus de 65% à la moyenne de l'OCDE »,* soulignait en 2018 l'OCDE, dont ce pays est membre depuis 2010.

le Chili était considéré comme l'un des pays les plus développés ainsi que l'une des démocraties les plus stables d'Amérique latine, il reste tout de même le pays qui connaît les plus importantes inégalités en Amérique du Sud. Le pays fait preuve d'une corruption au sein de l'armée et de la police que dénoncent les Chiliens. Une affaire de détournement de 40 millions de dollars depuis 2006 secoue la police. Quant à l'armée, deux de ses derniers commandants en chef sont renvoyés devant la justice pour corruption.

Le pays devait accueillir l'APEC (coopération pour l'Asie-Pacifique) ainsi que la COP25 deux grands événements, mais de par les manifestations qui régissent au Chili, Sebastián Piñera a dû annoncer, mercredi 30 octobre, leurs annulations respectives. la COP25 devait se tenir en décembre, ainsi que le sommet du forum de l'APEC devait avoir lieu les 16 et 17 novembre.

Cette crise politique est la pire depuis le retour de la démocratie, à savoir que vendredi 25 octobre, le Chili a connu sa plus grande manifestation avec plus de 1,2 million de manifestants. Le pays a connu la semaine dernière des scènes qu'il n'avait pas vécues depuis la dictature militaire (1973-1990).

*« c'est la première fois que l'on voit ça depuis la manifestation pour le non au référendum de Pinochet en 1988 »* souligne Julio Pinto, historien de l'université de Santiago.

A l'époque, plus d'un million de personnes avaient manifesté pour exiger la fin de la dictature militaire à la veille d'un référendum pour décider le maintien ou non au pouvoir du général Augusto Pinochet. Pendant plus de trente ans, les gouvernements qui ont présidé au Chili ont renforcé le modèle économique néolibéral mis en place sous sa dictature.

**Bilan de ces derniers jours :** selon L'institut national des droits humains (INDH), ces révoltes ont fait 19 morts, 1 132 personnes hospitalisées après avoir été blessées, 3 535 personnes arrêtées. INDH recensé également 120 plaintes judiciaires dont cinq pour meurtres, 18 pour agressions sexuelles et 76 pour tortures.

Alors que lundi 28 octobre est arrivé un observateur de l'ONU pour enquêter sur les violations des droits de l'homme, mardi et mercredi les Chiliens sont de nouveau sortis dans les rues.

Cette révolte, amenée par des lycéens, a rallié à leur cause des travailleurs et des retraités en ravivant la colère de plusieurs générations, qui se sont accumulés depuis plusieurs années.

Les tensions sociales dans le monde ont un point commun : le rejet des inégalités et la perte de contrôle démocratique. Le moteur de la contestation pourrait bien être la perte de pertinence face aux défis actuels du néolibéralisme qui est : une crise écologique, une crise sociale et une crise démocratique, mais le système économique actuel est incapable de répondre à ces trois exigences. Ces trois urgences sont liées, et ce changement est rejeté par le néolibéralisme et les Etats, alors les révoltes sont le point d'expression pour la population.

Lou-Anne Lemaire